**Ordonnance
sur l'assurance-maladie
(OAMal)**

Modification du ...

*Le Conseil fédéral suisse
arrête:*

I

L'ordonnance du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie¹ est modifiée comme suit:

Art. 30 Données des fournisseurs de prestations

Les fournisseurs de prestations communiquent à l'Office fédéral de la statistique (OFS) les données suivantes selon l'art. 22a, al. 1, de la loi, pour autant qu'elles soient nécessaires au contrôle du caractère économique et de la qualité de leurs prestations:

- a. les données sur l'activité (art. 22a, al. 1, let. a, LAMal), notamment:
 1. le genre d'activité et l'éventail des offres,
 2. les sites et l'infrastructure non médicale,
 3. l'infrastructure technico-médicale,
 4. la forme juridique et le genre de contribution publique;
- b. les données sur le personnel (art. 22a, al. 1, let. b, LAMal), notamment:
 1. l'effectif du personnel,
 2. le nombre de places de formation de base et de formation postgraduée,
 3. les données sur le volume d'occupation et la fonction ainsi que les caractéristiques sociodémographiques,
 4. les données sur le personnel en formation de base ou en formation postgraduée;
- c. les données concernant les patients (art. 22a, al. 1, let. c, LAMal), notamment:

¹ RS 832.102

1. les consultations, entrées et sorties, jours de soins et occupation des lits,
 2. les diagnostics, le taux de morbidité, la mortalité, le besoin en soins et les caractéristiques sociodémographiques;
- d. les données concernant les prestations (art. 22a, al. 1, let. d, LAMal), notamment:
1. le genre de prestations, les examens et les traitements,
 2. le volume des prestations;
- e. les données sur les coûts (art. 22a, al. 1, let. d, LAMal), notamment les coûts de revient et les produits par cas;
- f. les données financières (art. 22a, al. 1, let. e, LAMal), notamment:
1. les charges d'exploitation de la comptabilité financière, la comptabilité des salaires et la comptabilité des immobilisations,
 2. les produits d'exploitation de la comptabilité financière,
 3. le résultat d'exploitation de la comptabilité financière.
- g. les indicateurs de qualité médicaux (art. 22a, al. 1, let. f, LAMal), notamment les données dont l'analyse permet de tirer des conclusions sur la mesure dans laquelle les prestations médicales sont efficaces, efficaces, appropriées, sûres, centrées sur le patient et fournies dans les délais, et respectent l'égalité des chances.

Art. 30a Collecte et traitement des données des fournisseurs de prestations

¹ Les fournisseurs de prestations doivent transmettre les données selon les variables correspondantes figurant dans l'annexe de l'ordonnance du 30 juin 1993 sur les relevés statistiques², c'est-à-dire à leurs frais, de manière exacte et complète, dans les délais impartis, et de telle sorte que l'anonymat des patients soit garanti.

² Les fournisseurs de prestations sont tenus de transmettre les données à l'OFS par voie électronique et sous forme cryptée.

³ Les fournisseurs de prestations et l'OFS peuvent soumettre les données à un contrôle préalable formel, notamment en ce qui concerne la lisibilité, l'exhaustivité et la plausibilité.

⁴ Si l'OFS constate des lacunes dans la livraison des données, il donne au fournisseur de prestations un délai supplémentaire pour livrer des données exactes et complètes. A l'expiration de ce délai, l'OFS prépare les données sans contrôle supplémentaire pour la transmission au destinataire des données selon l'art. 30b.

⁵ Il fixe la périodicité et les délais pour la livraison des données en accord avec l'OFSP.

⁶ Dans le cadre de la législation sur la statistique fédérale, l'OFS peut réutiliser à des fins statistiques sous forme anonymisée ou pseudonymisée les données recueillies.

⁷ L'OFS peut aussi produire des indicateurs de qualité en appariant des données visées à l'art. 30 à d'autres sources de données. Les art. 13h à 13n de l'ordonnance du 30 juin 1993 sur les relevés statistiques³ sont applicables par analogie, à l'exception des dispositions sur l'appariement de données sur mandat de tiers.

Art. 30b Transmission des données des fournisseurs de prestations

¹ L'OFS transmet aux destinataires suivants les données suivantes:

- a. à l'OFSP: les données visées à l'art. 30, pour autant qu'il en ait besoin pour l'évaluation des tarifs (art. 43, art. 46, al. 4, et art. 47 LAMal), pour les comparaisons entre hôpitaux (art. 49, al. 8, LAMal), pour le contrôle du caractère économique et de la qualité des prestations (art. 32, 56, 58 et 59 LAMal) et pour la publication des données (art. 22a, al. 3, LAMal);
- b. aux autorités cantonales compétentes:
 1. les données visées à l'art. 30, pour autant qu'elles en aient besoin pour la planification des hôpitaux, des maisons de naissance et des établissements médico-sociaux (art. 39 LAMal),
 2. les données visées à l'art. 30, let. a, d et e, pour autant qu'elles en aient besoin pour l'évaluation des tarifs (art. 43, 46, al. 4 et art. 47 LAMal);
- c. aux assureurs: les données visées à l'art. 30, let. a, c, d et e, pour autant qu'ils en aient besoin pour appliquer les dispositions relatives au contrôle du caractère économique des prestations prises en charge par l'assurance obligatoire des soins (art. 32, 43 et 56 LAMal);
- d. au Surveillant des Prix: les données visées à l'art. 30, pour autant qu'il en ait besoin pour l'examen des prix et des tarifs dans le système de santé dans le cadre de l'art. 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix⁴.

² Avant la transmission aux destinataires, l'OFS anonymise ou pseudonymise les données individuelles à moins que l'utilisation prévue ne l'exige pas. Il ne transmet les données personnelles concernant les patients ou le personnel que sous forme pseudonymisée.

³ Les données visées à l'art. 30 sont en principe transmises sous forme agrégée au niveau de l'entreprise. Les données visées à l'art. 30, let. b à e, sont transmises aux destinataires suivants en tant que données individuelles:

- a. à l'OFSP;

³ RS 431.012.1

⁴ RS 942.20

- b. aux autorités cantonales compétentes pour la planification des hôpitaux, des maisons de naissance et des établissements médico-sociaux.

Art. 30c Règlement de traitement

L'OFS établit en collaboration avec l'OFSP un règlement de traitement pour la collecte, le traitement et la transmission de données visées à l'art. 22a de la loi, conformément à l'art. 21 de l'ordonnance du 14 juin 1993 relative à la loi fédérale sur la protection des données⁵.

Art. 31, al. 2

²L'OFSP publie la synthèse des données transmises concernant les hôpitaux et les autres institutions selon l'art. 39 de la loi ainsi que les organisations de soins et d'aide à domicile selon l'art. 51 au niveau de chaque institution avec leur nom et leur site. Pour les autres fournisseurs de prestations, les données sont publiées par groupes de fournisseurs de prestations. Les données personnelles concernant les patients et le personnel ne sont pas publiées.

Art. 31a Sécurité et conservation des données

¹Si la conservation, l'effacement et la destruction des données ne sont pas réglés autrement, les autorités auxquelles sont remises les données visées à l'art. 22a de la loi doivent respecter les principes suivants:

- a. elles doivent protéger les données contre tout traitement non autorisé en prenant les mesures organisationnelles et techniques nécessaires;
- b. elles doivent effacer les données dès que celles-ci ne sont plus nécessaires pour réaliser l'objectif pour lequel elles étaient transmises;
- c. elles doivent détruire les données au plus tard dix ans après leur transmission, lorsque celles-ci ne doivent pas être archivées.

² L'OFSP doit effacer les données que l'OFS lui a transmises sur la base de l'art. 22a de la loi dès que celles-ci ne sont plus nécessaires pour réaliser l'objectif mentionné à l'art. 30b, al. 1, let. a, au plus tard pendant dix ans après leur réception.

II

La présente ordonnance entre en vigueur le

...

Au nom du Conseil fédéral suisse

⁵ RS 235.11

La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga
La chancelière de la Confédération, Corina Casanova